



## Israël en Afrique, à la quête d'un paradis perdu (partie 2/2)

La jonction entre sionisme et panafricanisme

Par [René Naba](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Mondialisation.ca, 12 octobre 2009

[Le blog de René Naba](#) 12 octobre 2009



Ce texte est la deuxième partie de l'article Israël en Afrique, à la quête d'un paradis perdu. Pour lire la première partie, [cliquez ici](#).

La jonction entre sionisme et panafricanisme, les excroissances doctrinales des deux points noirs de l'Occident de l'époque contemporaine, -la persécution des Juifs et la traite négrière-, a longtemps été caressée par les pères fondateurs du sionisme désireux de fonder avec les peuples africains, une communauté des persécutés. Léon Pinsker dans l'Auto émancipation (1882), le philosophe Martin Bubber à la tête du Die Welt, journal de l'organisation sioniste mondiale, dont il assura la rédaction en chef de 1889 à 1901, et, Golda Meir, ancien premier ministre israélien, ont plaidé en faveur d'un tel projet. Juifs et Noirs américains ont longtemps constitué d'ailleurs, avec les confédérations syndicales américaines, l'ossature du Parti Démocrate américain. Ailleurs, dans le monde occidental, des tentatives se font régulièrement jour pour associer Juifs et Noirs dans des démarches revendicatives communes. Tel est le cas par exemple en France du mouvement anti-raciste «SOS-Racisme» qui opère en concertation étroite avec l'Union des Etudiants Juifs de France.

Le mot d'ordre Back to Africa (retour en Afrique), lancé par Marcus Garvey, en 1920, avait d'ailleurs été perçu, à l'époque, par bon nombre d'observateurs comme l'équivalent africain du mot d'ordre sioniste «retour à Sion». Mais le rêve d'une fraternité de souffrances s'est brisé sur les amers constats des dures contraintes de la Realpolitik. Ainsi, durant la période de la décolonisation, Israël s'est en effet systématiquement rangé du côté occidental, c'est à dire, dans le camp de ceux qui étaient perçus par les Africains comme des oppresseurs coloniaux, allant même jusqu'à concevoir avec la France et le Royaume Uni, une «expédition punitive» contre l'Egypte, en 1956, en vue de briser la base arrière de soutien à la Révolution algérienne. Cela a été le cas aussi avec l'Afrique du sud, où l'Etat hébreu, au mépris de sa philosophie affichée, a été un des principaux soutiens au régime d'apartheid, engageant même avec lui une coopération nucléaire. Cela a été enfin le cas avec la Turquie, où les rescapés du génocide hitlérien ont constamment refusé de reconnaître aux survivants arméniens du génocide turc, premier génocide du XX me siècle, le qualificatif de «génocide», tant par égard pour leur alliance stratégique avec la Turquie, que par souci de réserver au génocide hitlérien son caractère exclusif et exemplaire au bénéfice de la thématique victimaire de la diplomatie israélienne.

Dans son inoubliable «Discours sur le colonialisme», Aimé Césaire dénoncera le primat

accordé par les Européens à l'expiation du génocide hitlérien dans une démarche visant à occulter ce qu'il estime être le plus grand génocide de l'histoire moderne, la mise en esclavage de l'Afrique et la traite négrière. La rupture entre Juifs et Noirs est intervenue précisément durant la période de la décolonisation de l'Afrique. Afficher un soutien résolu à l'indépendance d'Israël, et, carboniser, dans le même temps, les Algériens à Sétif et à Guelma, faucher à la mitraille les Sénégalais-maliens à Thiaroye, les Camerounais et les Malgaches sur leur sol national, pour étouffer toute velléité d'indépendance africaine, a paru aberrant à bon nombre d'Africains, qui y ont vu la marque d'une collusion entre les pays occidentaux et le nouvel Etat juif naissant.

Israël est alors apparu comme une créature de l'Occident, un instrument de répression dans le tiers monde, le protecteur des dictateurs africains à l'instar de Joseph Désiré Mobutu au Zaïre et plus récemment de Laurent Gbagbo, en Côte d'Ivoire.

L'Afrique est partiellement redevable de son indépendance au Vietnam et à l'Algérie. N'était-ce la défaite française de Dien Bien Phu (1954), première défaite d'une armée blanche face à un peuple basané, et, l'hémorragie de la guerre d'Algérie, la colonisation de l'Afrique aurait perduré. Les Africains en ont conscience de cette fraternité d'armes. Sans parler de la rupture collective des relations diplomatiques des pays arabes avec Israël, en 1973, dans la foulée de la 4<sup>me</sup> guerre arabo-israélienne, le Mali, à titre d'exemple, a, dès son indépendance, dépêché un contingent symbolique de sa jeune armée pour se ranger aux côtés des combattants Algériens. Et c'est un psychiatre antillais, compagnon de route de la Révolution algérienne, Frantz Fanon, qui théorisa le mieux la nouvelle alliance entre Arabes et Africains, scellée sous l'emprise coloniale, dans un retentissant ouvrage au titre ravageur «Les Damnés de la Terre».

La rupture judéo africaine a donné naissance aux Etats-Unis au mouvement des Blacks Muslims et au ralliement à l'Islam d'une frange de la communauté noire américaine, notamment de mythiques personnalités tel le boxeur Cassius Clay, alias Mohamad Ali, et vraisemblablement Jermaine Jackson, frère aîné de Michael Jackson, le roi de la pop music, et, sur le plan international, à une convergence arabo-africaine. Nostalgique des temps anciens, Israël, telle une incantation, célèbre chaque année la fête de l'Afrique, le 21 juin, jour de la fête de l'été, alors que partout ailleurs sur la planète est célébrée, ce jour là, la fête de la musique.



## **La Chine, un frein à la progression israélienne**

**L'avènement de la Chine comme acteur majeur du continent, comme en témoigne son récent succès au G20 de Pittsburgh (Etats-Unis), le 25 septembre 2009 (1), l'attractivité de ce nouveau partenaire majeur de l'Afrique, sans passif colonial, a modifié la donne sur le continent au point d'entraver la progression israélienne, plaçant Israël en porte à faux avec une diplomatie d'ouverture en ce qu'elle heurte de front la stratégie du géant chinois.**

Via l'Iran, le Soudan et l'Arabie saoudite, la Chine vise à sécuriser son ravitaillement énergétique de l'ordre de dix millions de barils/jour en 2010, en vue de soutenir sa croissance et de réussir l'enjeu majeur de sa diplomatie attractive, le développement sud sud. Mais la croissance exponentielle de ses besoins pourrait exacerber la tension sur les cours du brut et les marchés pétroliers fragilisant davantage les économies occidentales

déjà déstabilisées par l'effondrement du système bancaire. Le commerce bilatéral Chine Afrique a été multiplié par 50 entre 1980 et 2005. Avec 1.995 milliards de dollars de réserve de change, une main d'œuvre bon marché exportable, une absence de passif colonial, la Chine a déjà supplanté la France et les Etats-Unis en tant que principal partenaire commercial de l'Afrique et se pose en puissance mondiale.

La concurrence entre la Chine et l'Europe en Afrique a conduit onze pays africains producteurs de matières premières à remettre à plat les contrats qui les lient aux compagnies exploitantes depuis les années 1990. Tel est le cas du Liberia (contrat du fer avec Mittal), de la Tanzanie (Aluminium), de la Zambie et de l'Afrique du sud (platine et diamant) notamment. Emboitant le pas aux producteurs du pétrole, les Etats africains entendent mettre à profit l'envolée des prix des matières premières pour procéder à des ajustements de prix davantage conformes aux lois du marché. Dans ce combat spectaculaire sur «la vérité des prix», le plus en pointe se trouve être Joseph Kabila, Président de la République Démocratique du Congo, un pays jadis en faillite sous le règne de Joseph Désiré Mobutu, le protégé des Américains et des Français. Dans un geste d'une audace inhabituelle, Kabila Jr. a remis en cause pas moins de soixante et un (61) contrats miniers. Cette nouvelle donne placerait la Chine en meilleure posture dans la bataille pour le contrôle des sources d'énergie et expliquerait sa discrétion dans sa percée capitaliste, en faisant un facteur majeur de recomposition de la géo économie mondiale (2).

Premier détenteur de bons de trésor américain, de l'ordre de 727 milliards de dollars, devant le Japon (626 milliards de dollars), la Chine y a déjà adopté le ton, invitant, le 13 mars, les Etats-Unis à «honorer ses engagements, à se comporter en une nation en qui on peut avoir confiance et à garantir la sécurité des liquidités chinoises», dans une admonestation jamais subie par la puissance américaine.

Le commerce des Etats-Unis avec l'Afrique s'élevait à 104 milliards de dollars en 2008, soit une augmentation de 28 pour cent, mais le commerce de la Chine avec l'Afrique a grimpé à 107 milliards de dollars. Le commerce bilatéral Chine Afrique a été multiplié par 50 entre 1980 et 2005, décuplant rien que pour la dernière décennie (1998-2008).

La double tournée africaine du président Barack Obama, en juin 2009, et du secrétaire d'état Hillary Clinton, deux mois plus tard, en août, de même que l'investissement massif des fonds philanthropiques américains de l'ordre de 90 millions de dollars sur cinq ans en vue de contribuer au fonctionnement de 24 think tanks de onze pays d'Afrique (3) témoignent du souci des Etats-Unis de contenir la percée chinoise. Un quart du ravitaillement énergétique américain proviendra d'Afrique au cours de la prochaine décennie (2010-2020).

La militarisation de la politique étrangère américaine en Afrique via la mise sur pied de l'AFRICOM (African command) reflète ainsi l'incapacité des Etats-Unis à gérer de manière purement économique leur compétition avec la Chine. Dans cette perspective, des stratèges occidentaux n'hésitent pas à prédire un affrontement majeur entre la Chine et les Etats-Unis pour le leadership mondial, à l'horizon de l'an 2030.

L'hostilité affichée par Israël aux principaux fournisseurs d'énergie de la Chine, notamment l'Iran et le Soudan, les liens de proximité établis entre Israël et M. Abdel Wahed Nur, chef de la Sudan Liberation Army (SLA), en conflit avec Khartoum, un proche de Bernard Kouchner, ministre français des Affaires étrangères, constituent autant d'handicap à une percée diplomatique israélienne en Afrique, de même que l'évolution de l'Islam dans l'Afrique

subsaharienne pourrait freiner quelque peu la progression israélienne en Afrique, au même titre que son bellicisme anti-palestinien, que l'aura dont bénéficie l'Iran, première puissance émergente de l'hémisphère sud à accéder au seuil nucléaire en dépit du blocus occidental.

M. Abdel Wahed Nur, chef de la Sudan Liberation Army (SLA), qui dispose d'un bureau de représentation à Tel Aviv depuis février 2007, a d'ailleurs affirmé sans ambages que s'il parvenait au pouvoir à Khartoum, il installerait une ambassade soudanaise en Israël (4).

La Chine a engagé un partenariat militaire avec 43 pays africains. Principal fournisseur d'armes légères à l'Afrique tant pour des groupes armés que pour les gouvernements, la Chine a aménagé trois sites de fabrication, au Soudan, près de Khartoum et deux usines de munitions et d'armes légères au Zimbabwe et au Mali. La coopération militaire concerne la fourniture d'armes et la formation du personnel. Des accords de fourniture de matériels militaires ont été conclus avec la Namibie, l'Angola, le Botswana, le Soudan, l'Érythrée, le Zimbabwe, les Comores ou la République du Congo.

La Chine n'a pas hésité à vendre au Soudan des avions de surveillance F-7 et des avions de transport Y-8 en pleine guerre civile, pendant la période où ses compagnies pétrolières étaient engagées dans l'exploitation des gisements pétroliers de Muglad. Ces ventes sont réalisées le plus souvent par la North Industry Corporation (NORINCO) et Polytech Industries, la plus importante firme de vente d'armes de l'armée chinoise (5).

Au total, la Chine consacre 45% de son aide au développement à l'Afrique grâce à une politique d'investissement multiforme qui a permis à l'Afrique d'atteindre un taux de croissance de l'ordre de 6%, son taux le plus élevé de ces trente dernières années. Dans le domaine des services, la Chine a déclaré huit Etats africains comme destinations touristiques officielles. Elle exporte son savoir faire industriel et de la main-d'œuvre, envoie des docteurs et des infirmières sur le continent et forme des fonctionnaires ainsi que des hommes d'affaires. Elle s'est engagée à former 10 000 cadres africains entre 2004 et 2007, un programme qui s'ajoute aux échanges traditionnels déjà existants. Depuis 1963, plus de 15 000 docteurs chinois ont opéré sur le continent, traitant près de 180 millions de malades atteints du SIDA et plus de 5 000 étudiants africains ont été envoyés dans les universités chinoises.

L'Afrique, du fait de l'Occident, est le continent qui a connu la plus forte déposssession de l'histoire de l'humanité et continue de servir de dépotoir de la planète et d'exutoire à ses maux. Dans l'esprit des Occidentaux, et de leurs alliés israéliens, elle demeure un champ expérimental privilégié de leur expertise. C'est en Afrique que l'on teste les médicaments comme tend à le prouver l'admirable film anglais « la constance du jardinier ».

C'est l'Afrique qui détruit sa faune et sa flore pour nourrir quotidiennement les européens de poissons frais, comme tend à le démontrer le film « le cauchemar de Darwin » et les ravages de la perche du Nil sur l'écosystème du bassin du Lac Victoria. C'est l'Afrique aussi - mais pas uniquement- qui fait office de dépotoir des déchets toxiques comme le révèle le scandale du cargo panaméen Probo-Kaola à Abidjan (Côte d'Ivoire) (6). C'est l'Afrique enfin qui fait office de continent de l'immigration choisie et des sinistres écologiques ciblés, le continent au patrimoine artistique pillé pour l'édification de grands musées à la gloire de la culture universelle, comme c'est le cas pour le musée du Quai Branly en France, mais dont les ressortissants sont renvoyés chez eux en guise de déchets de l'humanité.

Dans ce contexte, ce qui pourrait compromettre le plus les efforts de rapprochement entre

Israël et l'Afrique pourrait être le choix malencontreux de l'émissaire israélien pour cette opération de séduction: Avigdor Liebermann, un ultra faucon réputé pour sa xénophobie rance, écarté de ce fait de la gestion des dossiers du monde arabe et des pays occidentaux, au profit de Ehud Barak, le ministre israélien de la défense, dont l'affectation à l'Afrique pourrait apparaître comme un pis aller, une sous-traitance au rabais du continent africain, la marque d'un mépris suprême, un geste d'autant plus durement ressenti en Afrique qu'il émane d'un pays au lourd passif ségrégationniste, ignoré de ce fait par l'Afrique du Sud, l'autorité morale du continent.

## Références

1- Le G20 va remplacer le G8 pour gérer les problèmes économiques de la planète et les pays émergents vont monter en puissance au sein du Fonds monétaire international (FMI) au détriment des Européens en vertu d'un accord conclu jeudi 24 septembre à Pittsburgh (Etats-Unis). Le compromis est, avant tout, une victoire pour la Chine, premier bénéficiaire de la réforme des institutions internationales. La répartition des droits était jugée inéquitable: la Chine (3,7 % des droits de vote) pesait nettement moins lourd que la France (4,9 %) avec une économie une fois et demie plus grande selon les chiffres du FMI.

2- «La République Démocratique du Congo tente d'empêcher le pillage de ses ressources: Manœuvres spéculatives dans un Katanga en pleine reconstruction», Colette Braeckmann in «Le Monde diplomatique» juillet 2008 ainsi que l'étude de Raf Custers, chercheur à l'International Peace Information Service (IPIS) d'Anvers-Belgique, «l'Afrique révisé ses contrats miniers » paru dans le même périodique français à la même date.

3- Le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), la Fondation William et Flora Hewlett et la Fondation Bill et Melinda Gates ont annoncé le 12 mai 2009 à Dakar l'octroi d'une subvention de 30 millions de dollars américains en faveur de 24 Think Tanks d'Afrique de l'Est et de l'Ouest. Les trois bailleurs de fonds se sont engagés à y consacrer 90 millions USD au total. L'Initiative Think tank se veut un investissement à long terme, sur une période d'au moins 10 ans. Pour les cinq premières années, le CRDI s'est engagé à verser 10 millions USD, la Fondation Hewlett, 40 millions USD, et la Fondation Gates, également 40 millions USD. Les 24 Think Tanks bénéficiaires appartiennent aux onze pays suivants:

- Bénin, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP)
- Burkina Faso, le Centre d'étude, de documentation et de recherche économique et sociale (CEDRES)
- Éthiopie, l'Ethiopian Development Research Institute (EDRI) et l'Ethiopian Economic Association/Ethiopian Economic Policy Research Institute (EEA/EEPRI)
- Ghana, l'Institute of Economic Affairs (IEA) et l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER)
- Kenya, le Centre for Research and Technology Development (RESTECH Centre), l'Institute of Economic Affairs (IEA), l'Institute of Policy Analysis and Research (IPAR) et le Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPRA)
- Mali, le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT)
- Nigeria, l'African Institute for Applied Economics (AIAE), le Center for the Study of the

Economies of Africa (CSEA), le Centre for Population and Environmental Development (CPED) et le Nigerian Institute of Social and Economic Research (NISER)

•Ouganda, l'Advocates Coalition for Development and Environment (ACODE), l'Economic Policy Research Centre (EPRC) et le Makerere Institute of Social Research (MISR)

•Rwanda, l'Institute of Policy Analysis and Research (IPAR)

•Sénégal, l'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR) et le Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES)

•Tanzanie, African Technology Policy Studies (ATPS), l'Economic and Social Research Foundation (ESRF) ET Research on Poverty Alleviation (REPOA).

4- Dans un entretien diffusé le 10 octobre 2008 sur la chaîne de télévision saoudienne Al-Arabiya, Abdel Wahed Nur, le leader du Mouvement de libération du Soudan, a assuré que son mouvement «proclame haut et fort: si nous arrivons au pouvoir, nous ouvrirons une ambassade israélienne à Khartoum». Une conférence sur le Darfour avait d'ailleurs été convoquée, en hâte, en juillet 2006, à Paris, par l'écrivain Bernard Henry Lévy et Jacky Mamou, ancien dirigeant de «Médecins sans frontières», trois jours après le déclenchement de la guerre de destruction israélienne contre le Liban dans une tentative de détournement de l'opinion publique européenne sur les agissements israéliens à Beyrouth.

5- «L'évolution des relations de l'Union Européenne et de la Chine avec l'Afrique subsaharienne» de Joël Biova Dorkenoo, Mémoire ILERI - Paris (Institut des Relations Internationales) Automne 2008.

6- Affaire du Probo-Koala: Les résidus pétroliers se trouvant à bord du Probo-Koala, qui avaient été déversés en 2006 dans des décharges d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, provoquant une dizaine de décès par empoisonnement, contenaient environ deux tonnes de sulfure d'hydrogène, un gaz mortel en cas de fortes inhalations, affirme le quotidien britannique The Guardian, dans son édition du jeudi 14 mai 2009. Une analyse effectuée aux Pays Bas sur un échantillon des quelque 500 tonnes de déchets du navire a relevé également la présence d'importantes quantités de soude caustique. La société Trafigura, affréteur du Probo-Koala, fait l'objet d'une plainte collective déposée par plusieurs milliers de citoyens ivoiriens.



**René Naba** : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »- Editions Bachari 2006.; « Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000);



« Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); « De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde », Editions l'Harmattan Mai 2009.

La source originale de cet article est [Le blog de René Naba](#)

Copyright © [René Naba](#), [Le blog de René Naba](#), 2009

---

Articles Par : [René Naba](#)

## A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI<sup>ème</sup> siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

